

Hôpitaux Broca La Collégiale
• **Cochin • Corentin Celton •**
HEGP • Hôtel-Dieu •
Necker-Enfants malades •
Vaugirard

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

CONSULTATION N° 25-AL109CUP

Concession de Service

Procédure : Contrat de Concession passé en application de l'article L3121-1 du Code de la commande publique.

Objet : Contrat de Concession de service portant sur l'exploitation des services de télévision et de téléphonie des hôpitaux Georges Pompidou, Corentin Celton et Vaugirard du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Centre-Université Paris Cité de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Nombre de lots : 1

SOMMAIRE

I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1.	OBJET DU CONTRAT.....	3
ARTICLE 2.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3.	CESSION - SUBDELEGATION.....	5
ARTICLE 4.	DISPOSITIONS FINANCIERES.....	6
4.1	Données actuelles	6
4.1.1	Chiffre d'affaires	6
4.2	Redevances.....	6
4.3	Révisions des prix des produits à la vente	7
ARTICLE 5.	RESPONSABILITES DU CONCESSIONNAIRE	9
ARTICLE 6.	CONTROLE EXERCE PAR LE CONCEDANT	10
ARTICLE 7.	ASSURANCES	13
ARTICLE 8.	DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL	13
ARTICLE 9.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOCAUX	15
ARTICLE 10.	OBLIGATION DES PARTIES	16
10.1	Obligations de l'AP-HP	16
10.2	Obligations du concessionnaire	16
ARTICLE 11.	EVOLUTION DU PERIMETRE DE LA CONCESSION	21
ARTICLE 12.	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE.....	22
ARTICLE 13.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA FIN DU CONTRAT.....	22
ARTICLE 14.	RESILIATION	22
14.4.1.	Sort des biens de retour.....	24
14.4.2.	Sort des biens de reprise.....	25
14.4.3.	Sort particulier des biens propres	25
14.4.4	Etat des lieux	25
ARTICLE 15.	PENALITES.....	26
ARTICLE 16.	LITIGES.....	27

I. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Objet

Le contrat de concession a pour objet de définir les conditions de concession de service portant sur l'exploitation des services de télévision et de téléphonie des hôpitaux Georges Pompidou, Corentin Celton et Vaugirard du Groupe Hospitalo-Universitaire AP-HP Centre-Université Paris Cité de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Pour assurer cette mission de service public, l'autorité concédante met à disposition les réseaux et équipements existants des hôpitaux mentionnés.

1.2. Nature et forme du contrat

Le Contrat de Concession de service est un contrat administratif caractérisé par :

- L'occupation privative du domaine public ;
- L'accord de volonté entre l'administration est l'occupant ;
- L'autorisation pour occupation du domaine public.

Il comprend :

- Le renouvellement et la modernisation, sous la seule responsabilité du concessionnaire, des équipements et réseaux nécessaire à la fourniture de service de télévision et téléphonie suivant les besoins du service dont le concessionnaire a la charge et le programme de renouvellement joint à la présente concession ;
- L'exploitation sous la seule responsabilité du concessionnaire, des réseaux et des équipements assurant les services de communication audiovisuelle et de télécommunication destinés aux usagers des établissements susmentionnés concernés ;
- L'entretien et la maintenance, sous la seule responsabilité du concessionnaire, des équipements et réseaux existants et ceux qui seront déployées par le concessionnaire sur les trois sites concernés ;
- La mise en place et la gestion d'un système de gestion informatisée des équipements (équipement de télévision, téléphonie, leur supports et accessoires) ;
- L'accueil et l'information des patients ;
- La facturation des services délivrés aux patients.

Le présent contrat est soumis au Code de la commande publique.

L'autorité concédante (le GHU APHP. Centre Université Paris Cité) confie l'aménagement et la gestion du service à un opérateur économique, à qui est transféré le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie du droit d'exploiter le service objet du présent contrat assorti d'une redevance.

1.3. Durée

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 3 sur 27

Le contrat commence à s'exécuter à compter :

☒ Du 01/01/2026 ou à défaut à sa date de notification.

Le contrat prend fin :

☒ Le 30/04/2029.

Le marché est reconductible par reconduction tacite 2 fois par périodes de 12 mois sans que sa durée ne puisse dépasser 64 mois (environ 5 ans).

L'AP-HP informera le titulaire de sa décision sur la reconduction par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée deux mois avant la date anniversaire du contrat.

Le contrat est éventuellement résiliable à la seule initiative du groupe hospitalier dans les conditions prévues à l'article 13 « Résiliation » du présent CCAP.

Le concessionnaire dispose d'une durée de deux (2) mois pour réaliser les aménagements et mise en place des équipements.

Le procès-verbal établi entre le concessionnaire et le GHU APHP. Centre Université Paris Cité fixe la date de démarrage effective de l'exploitation.

1.4. Etendue de la prestation

Le concessionnaire reprend les équipements et infrastructures actuels nécessaires au fonctionnement du service, qu'il exploite en totalité à ses frais et risques conformément au présent contrat.

Ces équipements et infrastructures sont spécifiés dans l'offre du soumissionnaire.

Le concessionnaire renouvelle, en tant que de besoin et en fonction des prescriptions figurant pour l'établissement, les équipements et infrastructures nécessaires au fonctionnement du service.

ARTICLE 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

La concession de service est régie par les documents mentionnés ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- Le contrat de concession et son annexe le procès-verbal d'entrée ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le cahier des charges
- L'offre technique et financière ;
- Tout document déposé avec l'offre.

Le concessionnaire s'engage à respecter toute disposition légale et réglementaire régissant les activités objet du présent contrat, selon les conditions et modalités fixées.

Le concessionnaire s'engage à informer immédiatement, par écrit, l'autorité concédante, de la survenance de tout événement susceptible d'affecter l'exécution de la présente concession de service.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 4 sur 27

Le concessionnaire est tenu d'informer sans délai l'autorité concédante :

- De la modification de sa forme juridique ;
- De la modification de ses statuts ;
- Des modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- Des modifications se rapportant à la composition de son capital social et à ses actionnaires ;
- Des modifications de sa raison sociale ou de sa dénomination ;
- Du changement de son adresse ou de son siège social ;
- Et, plus généralement, de toutes modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

L'AP-HP obtient pour sa part toute autorisation, tout agrément et procède à toute déclaration rendue nécessaire par l'établissement et l'exploitation des ouvrages et mis à sa charge par les dispositions précitées.

Pour les services susceptibles d'être offerts aux patients et non inclus dans le contrat à la date de sa notification, l'AP-HP se réserve la faculté de les exploiter elle-même ou de les faire exploiter sous sa seule responsabilité en utilisant à cet effet les réseaux ayant fait l'objet d'une autorisation au concessionnaire sans que celui-ci ne puisse s'y opposer.

ARTICLE 3. CESSIION - SUBDELEGATION

3.1. Cession

Toute cession fait l'objet d'une autorisation préalable de l'AP-HP, donnée par la Direction du GHU APHP. Centre Université Paris Cité. Dans le cas où l'AP-HP accepte la cession envisagée, celle-ci donne lieu à un acte de cession passé entre le cédant et le cessionnaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels du contrat initial tels que notamment la durée, la nature de la mission confiée au concessionnaire, et les conditions financières de la concession.

Le cessionnaire est entièrement subrogé dans les droits et obligations du cédant et doit s'engager à reprendre intégralement à l'égard de l'autorité concédante, l'exécution de toutes les obligations découlant du présent contrat et des éventuelles concessions conclues pour son exécution.

3.2. Subdélégation

Le concessionnaire gère personnellement les équipements et ouvrages mis à sa disposition ainsi que le service auquel ils servent de support.

Il est l'interlocuteur unique de l'autorité concédante, y compris pour les missions qui seraient subdélégées à un tiers, avec l'accord préalable écrit de l'autorité concédante, conformément aux **articles R.3134-1 à R. 3134-3 du code de la commande publique**.

Le concessionnaire ne peut subdéléguer l'intégralité de sa mission.

A cet égard, la demande d'autorisation émanant du concessionnaire doit être formulée

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 5 sur 27

par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir le projet de contrat de sous-concession et ses éventuelles annexes faisant clairement ressortir :

- La mission que le concessionnaire envisage de subdéléguer ;
- Les modalités détaillées de rémunération du sous-concessionnaire ;
- Toutes les obligations de service et autres imposées par le présent contrat ;
- Un contrôle identique à celui du concessionnaire imposé au sous-concessionnaire selon les modalités prévues Dans le présent contrat.

Le dossier de demande d'autorisation doit permettre à l'autorité concédante d'apprécier si le candidat à la sous-concession présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la mission qu'il est envisagé de lui subdéléguer, ainsi que son aptitude à assurer la continuité du service et l'égalité des usagers devant le service public. Les renseignements à fournir seront les mêmes que ceux qui ont été exigés des opérateurs économiques à la présente concession de service au stade de l'appel à candidature.

L'autorité concédante disposera, pour se prononcer, d'un délai de quatre (4) mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de sous-concession. Le concessionnaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite. En cas de refus, le contrat sera poursuivi aux conditions antérieures.

Si la sous-concession est acceptée, tous les éléments d'information et documents communiqués par le sous-concessionnaire au titre de son contrôle, devront être produits par le concessionnaire dans son rapport annuel d'activité en consacrant un chapitre particulier à la mission subdéléguée.

ARTICLE 4. DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Données actuelles

4.1.1 Chiffre d'affaires

Voici les chiffres d'affaires réalisées sur les dernières années d'exploitation :

Chiffre d'affaires HT 2021	556 389,00 €
Chiffre d'affaires HT 2022	538 880,00 €
Chiffre d'affaires HT 2023	499 895,00 €
Chiffre d'affaires HT 2024	513 166,00 €

4.2 Redevances

Le contrat de concession issu de la présente consultation donne lieu au versement de sommes de différentes natures.

Il s'agit de :

4.2.1. Redevance d'occupation domaniale

Les emplacements mis à disposition et l'autorisation de les exploiter sont accordés en contrepartie d'une redevance annuelle versée par le concessionnaire à l'APHP (autorité

concedante), conformément à l'article L.2125-1 du CGPPP.

Le montant de la redevance comporte **une part fixe (minimum garanti) et une part variable** indexée sur le chiffre d'affaires HT réalisé par le concessionnaire dans le cadre de l'activité, majoré du taux de TVA en vigueur.

La totalité des ventes est prise en compte.

La redevance est assortie d'un minimum garanti. Cette redevance « minimum garanti » sera payable d'avance, à l'émission d'un avis de somme à payer.

La différence entre le minimum garanti et la part variable résultant du chiffre d'affaires sera payée en une seule fois chaque année avant la fin du premier trimestre suivant l'exercice auquel se rapporte la redevance.

4.2 .2. Redevance pour service rendu aux usagers

Le concessionnaire perçoit une redevance auprès des usagers, en contrepartie des services qu'il fournit. Elle correspond à la valeur de la prestation ou du service rendu.

Les tarifs appliqués aux usagers sont proposés dans l'offre.

Une politique de prix modérés et attractifs est attendue. Un prix d'appel est proposé pour les produits de base

Outre les caractéristiques des produits consommables et les articles proposés à la vente demandés plus loin, le candidat fournit le catalogue des prix en indiquant pour chaque produit : le type de produit, le fournisseur, la marque, la quantité et le prix à la vente. Les tarifs sont adaptés à la quantité et à la qualité.

4.3 Révisions des prix des produits à la vente

Les prix sont fermes la première année d'exécution de la concession.

La révision des prix des produits vendus ne peut se faire qu'annuellement, à la date anniversaire du contrat de concession, après envoi d'un courrier de demande d'accord à la Cellule des Marchés du GHU APHP. Centre Université Paris Cité à l'adresse :

Hôpital Cochin Port-Royal
Cellule des Marchés
Bâtiment le Cloître - Porte 4 - 2ème étage
123 Boulevard Port-Royal - 75014 PARIS

La demande de révision des prix devra parvenir à la cellule des marchés eux mois avant la date anniversaire du contrat.

La formule de révision est basée sur l'indice INSEE de la profession.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit de refuser une hausse supérieure à l'indice des prix à la consommation.

Clause butoir

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à 5 %. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 7 sur 27

puisse s'y opposer.

Seules les hausses anormales dues aux matières premières ou à des exigences réglementaires nouvelles permettront une hausse supérieure ; dans ce cas, un dossier justificatif détaillé devra être fourni.

4.4. Autres charges :

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité du GHU APHP. Centre Université Paris Cité ni prétendre à indemnité en cas d'interruption Dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

4.5. Modalités de paiement de la redevance

Les paiements, redevances et remboursements des frais seront effectués à l'ordre du Trésorier Payeur Général de l'AP - HP Dans un délai de 45 jours suivant réception des factures, au compte Banque de France ouvert sous le numéro : **W7530000000 - Code banque : 30001 - Code guichet : 00064 - Clé : 37.**

Le paiement d'avance et annuel de cette redevance, à raison de son montant, peut être versée par acomptes.

Cette redevance minimum garantie sera payable d'avance par trimestre et par quart, le 1^{er} janvier ; 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre de chaque année à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité.

Le déclaratif du chiffre d'affaires doit être envoyé à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité. Le titre de recette est alors émis par Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité et est payé Dans un délai de 45 jours après réception.

La différence entre le minimum garanti et la redevance résultant du chiffre d'affaires sera payée en une seule fois, chaque année dans le courant du mois de juin suivant l'exercice écoulé auquel se rapporte la redevance.

Le concessionnaire s'engage à justifier à la Direction financière du GHU APHP. Centre Université Paris Cité, du montant des chiffres d'affaires pour chaque activité, dès le 1^{er} trimestre de l'année suivante, par communication des pièces comptables de l'activité commerciale, et à toute époque, de sa comptabilité et notamment des déclarations fiscales.

Il est entendu, en outre, que faute par le concessionnaire de payer à son échéance et après une mise en demeure adressée par lettre recommandée, avec accusé de réception et restée infructueuse dans un délai de huit (8) jours, la redevance sus indiquée, outre les pénalités, il pourra être mis fin au contrat.

ECHEANCIER :

- La première année, le concessionnaire verse, 30 jours calendaires après la date de début de la concession, d'une part, une redevance fixe au prorata de l'année en cours, et d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% des estimations de chiffre d'affaires établies dans son offre. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée avant le 28 février de l'année suivante au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 8 sur 27

- Les années suivantes : le concessionnaire verse, avant le 30 janvier, d'une part, une redevance fixe et, d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% de la redevance de l'année précédente. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée avant le 28 février de l'année suivante au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.
- La dernière année : le concessionnaire verse, avant le 30 janvier, d'une part, une redevance fixe au prorata de la durée restante de la concession et, d'autre part, un acompte sur la redevance liée à l'activité représentant 80% de la redevance de l'année précédente au prorata de la durée restante de la concession. La redevance définitive liée à l'activité sera régularisée au plus tard 30 jours après la fin de la concession au vu de l'activité et du chiffre d'affaires réalisé.

ARTICLE 5. RESPONSABILITES DU CONCESSIONNAIRE

Le concessionnaire agissant en qualité de commerçant indépendant, reconnaît que l'exploitation de l'activité sur l'emplacement le sera à ses frais, risques et périls. Il appartient au concessionnaire d'indiquer dans son mémoire technique les mesures de sécurisation qui seront mise en œuvre.

Le concessionnaire est, en particulier seul responsable de la gestion financière, notamment vis à vis des fournisseurs, de son personnel, de la sécurité sociale, de l'administration fiscale, et de tout autre créancier public ou privé.

Le concessionnaire doit pouvoir justifier auprès de l'AP-HP qu'il a obtenu les autorisations nécessaires pour exploiter son activité sur l'emplacement concédé avant de commencer cette activité.

Le concessionnaire est seul responsable de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non à un dommage matériel ou corporel, qu'ils soient directs ou indirects, qui pourraient être occasionnés du fait de la mise en place, de l'existence ou du fonctionnement de ses installations et/ou interventions de ses personnels.

L'AP-HP ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des malversations, destructions, vols, infractions ou autres dommages éventuels ayant pour origine des patients ou des visiteurs de l'établissement.

Tout salarié est employé régulièrement en application du droit du travail. Le personnel est soumis aux dispositions du Règlement Intérieur de l'APHP

Le concessionnaire ne peut invoquer la responsabilité du groupe hospitalier, ni prétendre à indemnité en cas d'interruption Dans les fournitures d'eau, d'électricité et de chauffage, par suite de réparations, travaux ou pour toute autre cause.

Si le GHU APHP. Centre Université Paris Cité doit exécuter des travaux et qu'il en résulte pour le concessionnaire une gêne temporaire supérieure à 90 jours pour les cafétérias, ou supérieure à 30 jours pour les DA, le montant de la redevance minimum ainsi que la durée de la concession définie aux articles 1 et 3 du présent cahier des clauses particulières seraient revues au prorata-temporis, jusqu'à la disparition du trouble de jouissance.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 9 sur 27

ARTICLE 6. CONTROLE EXERCE PAR LE CONCEDANT

6.1. Contrôle

La qualité du service doit être garantie dès la mise en service par le concessionnaire et pendant toute la durée du contrat.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité procède à la constatation de la bonne exécution des prestations par le concessionnaire, vérifie et contrôle le respect des conditions techniques et financières de l'exploitation.

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité se réserve le droit d'effectuer par l'intermédiaire des représentants de son choix et de tout organisme extérieur mandaté par lui, une surveillance technique des matériels fournis ainsi qu'administrative et financière de la gestion du service.

Les représentants de l'autorité concédante, dûment accrédités, auront libre accès aux espaces mis à disposition et aux matériels fournis. Ils pourront prendre connaissance et/ou se faire communiquer l'ensemble des informations nécessaires à l'exercice de leur mission.

Le concessionnaire sera tenu de collaborer et de faciliter les vérifications effectuées par l'autorité concédante ou ses représentants habilités. Le concessionnaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution du contrat, à répondre à leurs questions, et à mettre en œuvre les mesures correctives éventuellement nécessaires.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par les auditeurs, sont opposables au concessionnaire sous réserve que les contrôles soient effectués contradictoirement.

L'autorité concédante conserve le contrôle du service et doit obtenir du concessionnaire tous les renseignements et informations nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Un point commercial est à réaliser à minima une fois par trimestre pour un suivi commercial de la prestation cafétéria Librairie Presse (évolution du CA, rapports activités animations et promotions, résultats audits qualité, changements de carte ou de planogramme...). Ce point peut aussi être réalisé à tout moment à la demande du GHU ou de son représentant entre le concessionnaire et le GHU.

6.2. Rapport annuel

En application de **l'article L. 3131-5 du code de la Commande Publique**, le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des services.

En application **des articles R.3131-2 à R.3131-5 du code de la commande publique**, le concessionnaire adresse à la direction du groupe hospitalier, chaque année, un rapport d'information comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat, ainsi qu'une analyse de la qualité du service rendu.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 10 sur 27

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'AP-HP d'apprécier les conditions d'exécution du service. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues, par le concessionnaire, à la disposition de l'autorité concédante Dans le cadre de son droit de contrôle et ce à tout moment.

Ce rapport d'exploitation est transmis chaque année avant le 31 janvier de l'année N+1, avec le chiffre d'affaires réalisé au titre de l'année N afin de permettre le calcul du solde de la redevance d'occupation.

Le présent rapport comprend notamment : les données comptables, l'analyse de la qualité du service et les comptes-rendus financier et technique.

6.2-1. Les données comptables du rapport annuel :

- Le compte semestriel de résultat de l'exploitation de la concession rappelant les données présentées l'année précédente, au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées Dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation ; les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre, sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues Dans le cadre du contrat ;
- Un état des autres dépenses de renouvellement, réalisées dans l'année, conformément aux obligations contractuelles ; renouvellement ayant préalablement fait l'objet d'une approbation du représentant de l'hôpital dûment mandaté ;
- L'ensemble des données comptables transmises servant notamment de base au calcul des redevances doit être validé par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes de la société.

6.2-2. L'analyse de la qualité de service :

- Tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures prises seront proposées par le concessionnaire pour une meilleure satisfaction des usagers.
- La qualité des services est appréciée au travers des indicateurs proposés par le concessionnaire ou demandé par l'autorité concédante et défini contractuellement. Il devra notamment faire apparaître les plaintes catégorisées par nature (financière, technique, qualité, délais d'attente...) et les délais de réponses et de résolution des dysfonctionnements.

6.2-3. Le Compte rendu financier (a minima)

- **Analyse des dépenses et des recettes.**

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 11 sur 27

Ce document rappelle les conditions économiques générales de l'Exercice ; il met en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières du contrat sont réunies.

Il précise en outre :

- **Au chapitre des dépenses** : le détail par nature des charges de fonctionnement (personnel, entretien et réparation), des charges d'investissement et des charges de renouvellement rendues nécessaires et leurs évolutions par rapport à l'exercice antérieur, ainsi que le montant des redevances versées à l'AP-HP ;
- **Au chapitre des recettes** : le détail des recettes d'exploitation réparties suivant leur type et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur. Doivent notamment être précisées à ce titre, les sommes perçues auprès des usagers (par catégorie de tarifs, ainsi que leur mode de détermination et leur évolution).
- **Un compte de résultat** : le concessionnaire produit les comptes de l'exploitation du service concédé afférents à chacun des exercices écoulés. Il est utilisé, à cet effet, la notion de compte de résultat défini Dans le plan comptable général applicable aux entreprises privées. Ce compte comporte :
 - **Au crédit.** Les produits de service revenant au concessionnaire et les compensations éventuelles versées à l'AP-HP ;
 - **Au débit.** Les dépenses propres à l'exploitation, y compris le plan prévisionnel d'amortissement des ouvrages et matériels, ainsi que les impositions afférentes à l'exploitation des services objets du présent contrat.

A l'issue du contrat, le concessionnaire transmet une synthèse de l'ensemble des éléments ayant marqué le déroulement du présent contrat.

6.2-4 Le Compte rendu technique (liste non exhaustive)

- Nombre d'interventions de maintenance réalisées sur les trois sites concernés ;
- Délais d'intervention
- Type d'intervention ;
- Evolutions techniques du parc ;
- Tableau de bord sur le suivi de l'installation ;
- Tableau de bord des renouvellements réalisés

Des justificatifs peuvent être demandés par le GHU APHP. Centre Université Paris Cité

6.3 Rapport trimestriel :

Le concessionnaire transmet à chaque trimestre échu au GHU APHP Centre Université Paris Cité un relevé financier par activité, sous forme d'un tableau comportant notamment le chiffre d'affaires réalisé par poste, en Euros HT et TTC, le taux de redevance appliqué et le montant de la redevance HT, TVA et TTC.

En cas de retard ou de non présentation des rapports, des pénalités sont appliquées, par jour de retard. Voir article 14 du présent document.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 12 sur 27

ARTICLE 7. ASSURANCES

7.1. Assurances :

- ✓ Le concessionnaire doit souscrire une assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable, assurant tous les biens mis à sa disposition, notamment le local, les meubles, installations et matériels lui appartenant ou qu'il a sous sa garde, pour tout événement dommageable et notamment l'incendie, l'explosion et les dégâts des eaux :
 - Une assurance incendies-explosions, garantissant pour leur valeur réelle, le matériel, mobiliers et contenu en général, appartenant au concessionnaire avec abandon de recours contre l'autorité concédante,
 - Une assurance incendie couvrant les dommages aux immeubles à concurrence de trois (3) millions d'euros.
- ✓ Le concessionnaire doit justifier d'une assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable garantissant sa responsabilité civile, couvrant d'une manière suffisante la responsabilité qu'elle peut encourir vis-à-vis des tiers à l'occasion des accidents corporels et matériels pouvant survenir du fait de son exploitation et notamment en matière d'intoxication alimentaire.
 - Pour tous les cas où elle pourrait se trouver engagée et couvrant les dommages corporels, et les dommages matériels pour un montant en cohérence avec les risques pouvant survenir Dans le cadre du service.
- ✓ Une copie de la police d'assurances est transmise à l'autorité concédante. Elle couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporel, matériel, immatériel) causés aux tiers.
- ✓ Le concessionnaire doit faire apparaître dans la police souscrite l'engagement de la compagnie d'assurances ou du mandataire de notifier à l'autorité concédante toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie.
- ✓ Le concessionnaire doit soumettre à l'autorité concédante pour approbation les polices qui lui seront proposées.
- ✓ Le concessionnaire acquitte les primes d'assurances à ses frais exclusivement et doit justifier de leur paiement sur demande de l'autorité concédante.

Le concessionnaire s'engage à fournir chaque année au plus tard le 1^{er} février, l'ensemble des attestations d'assurances. De même, il devra fournir cette attestation sous huit (8) jours à compter de la date de notification.

Le concessionnaire est tenu d'informer le GHU APHP. Centre Université Paris Cité de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, et ceci dans les huit (8) jours qui suivent sa décision.

ARTICLE 8. DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL

Il s'agit d'un renouvellement de convention.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 13 sur 27

La liste des personnels doit être transmise au début du contrat, à chaque mise à jour, à la demande de la direction et à minima une fois par an.

Le concessionnaire s'engage à mettre en place du personnel qualifié et en nombre suffisant nécessaire à l'accomplissement des prestations prévues par le contrat de concession 7jours/7.

Les personnels et intervenants des prestataires ne peuvent fumer que sur les emplacements désignés.

Le port de l'uniforme de l'entreprise est recommandé.

En cas de grève de son personnel, le concessionnaire s'engage à informer le concédant et assure un minimum de prestation.

Le concessionnaire recrute, rémunère, emploie sous sa responsabilité, le personnel nécessaire au bon fonctionnement de son exploitation.

Il remplit, au regard de la législation concernant la sécurité sociale, le travail et la fiscalité, toutes les obligations de l'employeur.

Dans l'intérêt de son personnel, le concessionnaire se soumet à la réglementation sanitaire applicable au personnel hospitalier, éventuellement, l'AP - HP pourra aux frais de l'employeur, assurer les contrôles nécessaires (notamment en matière de vaccination).

Le concessionnaire ne doit jamais loger qui que ce soit dans le local objet de la présente concession, qui doit d'ailleurs être fermé aux heures précisées à l'article 7.2.

Les personnels et intervenants des prestataires ne peuvent fumer que sur les emplacements désignés.

Le concessionnaire exige de son personnel une tenue vestimentaire correcte, d'une parfaite propreté ainsi que le port d'un badge nominatif.

La liste complète, tenue à jour et mentionnant l'état civil du personnel employé, est communiquée à la direction de l'hôpital régulièrement.

Le personnel du concessionnaire et celui des entreprises appelées à travailler avec lui est soumis et respecte le Règlement intérieur et la discipline générale de l'établissement et est tenu à une discrétion professionnelle. Il est interdit d'accepter des pourboires. L'usage du téléphone portable personnel est interdit pendant la durée du service. Les photos ou selfies sont interdits sur le site.

Il devra en particulier respecter la Charte de la Laïcité dans les services publics, en observant une stricte neutralité, et en ne manifestant en aucune façon que ce soit ses convictions religieuses.

Le concédant se réserve le droit d'exiger du concessionnaire le retrait à tout moment ou le remplacement immédiat de tout agent du concessionnaire qui aurait contrevenu aux règles édictées ci-dessus, et/ou ayant eu un comportement inadapté et/ou ne satisfaisant pas aux demandes.

En cas de manquement grave d'un agent du concessionnaire aux règles précitées, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité pourra demander de mettre fin aux fonctions de la personne mise en cause.

A la fin de la concession, le concessionnaire a l'obligation de communiquer l'état récapitulatif des personnels concernés par la reprise du personnel, selon la réglementation en vigueur, les conventions collectives) dans le cadre du renouvellement de la concession.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 14 sur 27

ARTICLE 9. DISPOSITIONS RELATIVES AUX LOCAUX

Le concédant met à la disposition du concessionnaire un espace éclairé, chauffé et adapté au mode d'exploitation.

Cet espace est équipé d'un comptoir de vente et du mobilier nécessaire à l'installation de son personnel par le concessionnaire.

L'emplacement mis à la disposition du concessionnaire fera l'objet d'un état des lieux contradictoire la veille de la prise d'effet de la concession de service public. Cet état des lieux décrira notamment la nature et la composition de l'espace, ses équipements, son état d'entretien. Il sera annexé au contrat.

Le lieu d'implantation du concessionnaire relève de la seule compétence du concédant.

En application de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et en contrepartie de l'autorisation d'occupation du domaine public ainsi consentie, le concessionnaire doit verser au concédant une redevance décrite à l'article 7 de la présente concession.

Le concessionnaire est autorisé à placer dans l'espace ainsi mis à sa disposition, les mobiliers et matériels nécessaires à son exploitation.

Il ne peut présenter ni stocker de produits ou matériels autres que ceux liés à son activité.

Ces mobiliers et matériels doivent être de bonne présentation et recevoir l'approbation préalable du concédant afin d'en assurer une bonne intégration avec l'environnement, notamment les mobiliers et la signalétique du site. Ils doivent être conformes aux normes de sécurité, notamment contre l'incendie dans les ERP.

Les petits aménagements mobiliers apportés par le concessionnaire à l'espace mis à sa disposition, à l'exception du mobilier technique nécessaire au fonctionnement, deviendront au terme (normal ou anticipé) de la concession et ce quel que soit le motif pour lequel elle surviendra, la propriété du concédant sans versement d'indemnité de sa part.

Le concessionnaire s'engage à accepter tout déplacement des espaces ou démontage des mobiliers à la demande du concédant notamment en cas de travaux ou d'événements exceptionnels, sans pouvoir prétendre à une indemnité à quelque titre que ce soit.

Toute adjonction d'éléments meublant complémentaires (stockage des appareils) et toute modification des branchements électriques existants doit être soumise à l'approbation préalable du concédant. Les modifications éventuelles (intérieur comme extérieur) sont à la charge exclusive du concessionnaire si celui-ci en fait la demande.

Le concessionnaire s'engage à veiller à la bonne conservation des espaces mis à sa disposition. Il est responsable de toutes les dégradations qui pourraient être faites aux locaux, mobiliers et matériels mis à sa disposition. Il doit notamment réparer les dégradations qui résulteraient de son activité.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 15 sur 27

ARTICLE 10. OBLIGATION DES PARTIES

10.1 Obligations de l'AP-HP

L'AP-HP est tenue de respecter les obligations stipulées à sa charge dans la présente concession.

Elle collabore activement avec le titulaire, en mettant notamment en place les moyens nécessaires à une exécution normale du service. Elle lui apporte son concours en vue de l'obtention de toutes autorisations ou agréments ; elle facilite, le cas échéant, le renouvellement et l'implantation des infrastructures et équipements des réseaux ainsi que leur entretien.

Les hôpitaux du groupe dressent un registre dans lequel sont consignées les réclamations émanant des usagers, personnels soignants, techniciens de l'hôpital et toute personne ayant à connaître du service rendu par le titulaire et les réponses apportées par le titulaire.

10.2 Obligations du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à prendre en charge sous sa responsabilité et à ses frais et risques, la mission globale définie dans le présent contrat.

Le concessionnaire exploite le service public délégué à ses risques et périls, c'est-à-dire qu'il est seul responsable de la continuité et de la qualité du service public et qu'il assume toutes les conséquences financières des engagements qu'il a souscrits.

10.2.1 : Formalités administratives à la charge du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à :

- Respecter le règlement intérieur de l'AP-HP qu'il pourra se procurer ;
- Respecter les règlements de sécurité incendie applicables dans un établissement recevant du public de type U et IGH ;
- Pour l'exploitation des réseaux de télévision par câble, à déclarer auprès du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, l'exploitation des réseaux câblés des établissements avant la mise en exploitation ;
- Respecter la réglementation relative à la diffusion et à la distribution des programmes de télévision, conformément aux dispositions applicables à l'ensemble des services de communication audiovisuelle soumis à autorisation qui constitue le titre III de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 (article 35 à 38) ;
- Contrôler la diffusion des programmes télévisuels dont la moralité ne serait pas en accord avec l'environnement d'un établissement hospitalier ;
- Interdire le téléchargement illégal, quel qu'il soit ;
- S'acquitter de toutes les formalités et tous les frais relatifs aux droits de retransmission et de diffusion tels que les droits d'auteurs (redevance SACEM notamment), redevances, droits de réception par satellite et par câble ;

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 16 sur 27

- Respecter et accomplir les formalités en matière de droits d'auteur et de propriété littéraire et artistique ;
- Respecter et accomplir les formalités auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés notamment pour les traitements automatisés de données à caractère personnel, ainsi qu'aux traitements non automatisés de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans des fichiers (loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée) ;
- Respecter, en application des articles L.32 et suivants du Code des postes et communications électroniques, les obligations afférentes à un opérateur de réseaux ouverts au public et fournissant au public des services de communications électroniques ;
- Reprendre, si les conditions de l'article L.122-12 du Code du travail sont remplies, le personnel affecté au service de la présente concession de service public.

10.2.2 : Secret professionnel et confidentialité

Le concessionnaire, ses préposés et toute personne participant/intervenant au titre de la présente concession seront tenus à un strict respect du secret professionnel tant en ce qui concerne les informations connues à l'occasion de l'accomplissement de leurs activités que par le seul fait d'exercer en milieu hospitalier.

A cet effet est joint en annexe 9 un modèle type de confidentialité, que le concessionnaire s'engage à utiliser et qui devra obligatoirement être signé par toutes personnes identifiées ci-dessus.

10.2.3 : Déroulement de la mission

Le concessionnaire s'engage à prendre toute mesure utile afin d'assurer la sécurité, le bon ordre et la tranquillité de son activité. Le concessionnaire doit veiller à ne pas porter atteinte, du fait de son activité à l'ordre public, à la sécurité et à la sûreté publique, aux bonnes mœurs, à l'intégrité du domaine public.

Le concessionnaire, en cas d'intervention sur les sites hospitaliers, s'engage à ne pas gêner le fonctionnement des services hospitaliers en laissant la priorité aux visites des médecins, aux examens, soins et repose des patients.

Les personnels du concessionnaire seront identifiés individuellement par le port d'un badge à leur nom et précisant leur appartenance professionnelle.

Le concessionnaire se porte fort du respect de l'ensemble des termes et conditions de la présente concession par l'ensemble de ses préposés et personnels placés sous son autorité.

10.2.4 : Domaine de la concession

10.2.4.1 : Infrastructures et équipements établis par l'AP-HP

La description de l'architecture existante, les équipements et infrastructures mis à disposition par l'AP-HP sont définis dans le cahier des charges.

10.2.4.2 : Infrastructures et équipements établis par le concessionnaire

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 17 sur 27

- **Investissements à la charge du concessionnaire.** Le concessionnaire conçoit, finance ou acquiert selon le cas et installe :
 - o Les postes de télévisions, potences et plateaux dans chacune des chambres de l'hôpital ;
 - o Le cas échéant, les postes téléphoniques, pour chaque chambre et chaque lit ;
 - o Tout investissement complémentaire aux installations livrées par l'AP-HP nécessaire ou utile aux prestations à délivrer (prises, câblage...etc.) conformément aux besoins exprimés dans le cahier des charges ;
- **Frais d'exploitation à la charge du concessionnaire :**
 - o Les frais et charges d'abonnement et de consommation dus aux opérateurs de réseaux et de télécommunication ;
 - o Les consommables divers liés à la prestation (fourniture de casques pour les chambres à deux lits, télécommandes, piles...) ;
 - o La maintenance des infrastructures et des équipements sur les trois sites concernés ;
 - o La rémunération des personnels affectés à la gestion des ouvertures de droits, à l'encaissement et à la gestion du compte ;
 - o Tous les frais susceptibles d'être directement rattachés à l'activité du concessionnaire de la concession.

10.2.4.3 Travaux

- **Le concessionnaire est chargé à ses frais et risques de la réalisation des travaux d'infrastructures préalables à la mise en service, à l'acquisition et à la mise en place des équipements relatifs à l'objet de la prestation.**

Les travaux et les équipements doivent être exécutés conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes à ce type d'activité.

Avant toute exécution, le concessionnaire établit ou fait établir les documents nécessaires à la mise en œuvre du projet d'exécution et remet deux (2) exemplaires à l'AP-HP.

Pendant les travaux, le concessionnaire prend toute mesure intéressant la sécurité, à ses risques et périls, et sous sa seule responsabilité.

L'AP-HP, représentée par l'ingénieur responsable des travaux des établissements concernés, suit l'exécution des travaux et a en conséquence libre accès au chantier. Il est régulièrement tenu informé de l'avancement de ceux-ci.

La direction du groupement hospitalier est, sans délai, tenue informée de tout incident ou événement susceptible d'affecter le bon déroulement des travaux par lettre recommandée et avis de réception postal.

- **Réception des travaux exécutés avant la mise en service des installations**

Il est procédé, avant la mise en service des installations, à une réception contradictoire des équipements et infrastructures, ainsi qu'à la mise à jour du

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 18 sur 27

procès-verbal d'inventaire par le concessionnaire et le directeur de l'établissement concerné ou leurs représentants.

L'ingénieur des travaux de l'établissement participe à titre consultatif aux opérations de réception ; ses observations sont consignées au procès-verbal.

Le concessionnaire fournira sans délai à l'AP-HP tous les documents afférant aux travaux effectués.

- Travaux exécutés avant la mise en service

Conformément à l'annexe 2 du présent cahier des charges, le concessionnaire s'engage à procéder aux opérations de maintenance des matériels mis à disposition du patient sur les trois sites concernés.

Ainsi, le concessionnaire s'engagera à intervenir pour résoudre tout dysfonctionnement au plus tard dans les quatre (4) heures ouvrées à compter de la notification du dysfonctionnement.

Par ailleurs, le concessionnaire s'engage à laisser présent dans un local mis à sa disposition au titre de la présente concession par la Direction du Groupement hospitalier un stock tampon de matériels (téléviseurs, téléphones, télécommandes, piles, ...) correspondant au moins à 5% du parc mis à disposition pour faire face immédiatement à toute demande liée à l'indisponibilité d'un matériel. Le cas échéant, la direction du groupement aura la possibilité de prendre des matériels en cas d'absence ou de défaillance momentanée du titulaire. Elle disposera à cet effet d'un jeu de clé du local.

10.2.4.4 : Nettoyage, entretien courant et spécifique

Pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire pourvoit au nettoyage, à l'entretien courant et spécifique des équipements dans le cadre de l'exécution des services et ce, à ses frais et risques.

Les opérations de nettoyage et d'entretien doivent respecter les conditions d'hygiène et de sécurité déterminées par l'hôpital ainsi que la tranquillité des patients.

Les délais et modalités de réparation indiqués dans le règlement de service du titulaire sont contractuels.

10.2.5 : Exploitation du service

Le concessionnaire transmet préalablement au directeur de l'Hôpital la liste de ses préposés amenés à intervenir dans les locaux de l'hôpital et toutes les modifications apportées à cette liste.

Le concessionnaire veille tout particulièrement à assurer son obligation d'information et de conseil auprès des patients et de l'AP-HP.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 19 sur 27

Un règlement est remis à chaque usager au moment de la signature de sa demande d'abonnement ; il comprend le régime des abonnements et les conditions de paiement et doit être conforme au présent contrat.

Le concessionnaire et ses préposés doivent veiller **sous leur seule responsabilité** à ce que les patients aient parfaitement compris le sens et la portée de l'engagement auquel ils souscrivent, et notamment aux conséquences pécuniaires de celui-ci.

10.2.5.1 : Gestion des droits d'accès et facturation

Un agent du personnel du concessionnaire désigné ci-après télé opérateur, propose aux patients, en fonction des besoins exprimés par les établissements en annexe au présent contrat :

- La location d'un récepteur de télévision et des services attachés ;
- La location d'un téléphone et des services de télécommunication le cas échéant ;
- L'adjonction de matériels périphériques (lecteurs de DVD, ...) ;

La société concessionnaire est représentée 7 jours sur 7, y compris les jours fériés, par l'intermédiaire de ses agents, selon les horaires fixés aux présentes (conformément à l'annexe 1).

Une permanence téléphonique est assurée pour toute demande d'ouverture de droits aux prestations.

Le paiement des redevances à la charge des usagers se fait par l'intermédiaire d'un télé opérateur dans la chambre, ou en un lieu central où sera assurée une permanence ou encore par un automate de paiement. L'agent déclenche automatiquement l'ouverture des droits à la prestation sur un lieu localisé à chaque étage ou directement à partir de la chambre.

Il est proposé au patient une option « compte client unique » permettant une facturation unique de l'ensemble des prestations accessibles à partir de la chambre et une visualisation possible par le patient de l'état de son compte sur le téléviseur.

Le concessionnaire encaisse le prix de l'abonnement et, le cas échéant, notamment lors d'un départ anticipé du patient, en rétrocède le trop-perçu dans un délai raisonnable ne pouvant excéder un (1) mois.

Il appartient au concessionnaire d'organiser les relations contractuelles qu'il entretient avec les patients désireux de s'abonner à la télévision, et au téléphone le cas échéant. Il assume en outre les éventuels contentieux nés à l'occasion de la conclusion de ces contrats et en informe sans délai la direction du groupement.

10.2.5.2 : Abonnements

Les abonnements sont établis sous la forme d'une demande d'abonnement signée par l'abonné conformément aux précisions de l'annexe 1.

La durée des abonnements est choisie par l'abonné suivant des périodes de 24 heures payables d'avance.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 20 sur 27

Pour les personnes en situations financière précaire, le concessionnaire devra, sans compensation financière de l'AP-HP :

- Réserver des codes d'accès qu'il met à disposition de la ou les personnes désignées par l'AP-HP en vue de permettre l'accès gratuit à un service de télévision de base ;
- Mettre à disposition une ligne téléphonique permettant de recevoir des appels et cela gratuitement. En tout état de cause, le tarif pour les appels entrants ne sera pas surtaxé.

10.2.6 : Fonctionnement du service

Le concessionnaire assure la gestion et l'exploitation d'un réseau câblé mis à disposition par l'établissement permettant la réception et la diffusion des chaînes de télévision françaises, la diffusion d'émission de télévision par satellite ou par câble.

Le réseau doit permettre la diffusion, à partir de l'hôpital, de programmes destinés aux patients hospitalisés : le concessionnaire réserve le ou les canaux nécessaires à cet effet.

Le réseau de télévision par câble couvre obligatoirement :

- L'ensemble des chambres des malades ;
- L'ensemble des locaux désignés dans le cahier des charges de la présente concession.

Le réseau de téléphonie couvre obligatoirement :

- L'ensemble des chambres des malades ;
- L'ensemble des locaux désignés dans le cahier des charges de la présente concession.

Les descriptifs techniques des infrastructures de distribution de la télévision et de la téléphonie des patients de l'Hôpital Corentin Celton et de l'Hôpital Européen Georges Pompidou figurent en annexe de la présente concession.

ARTICLE 11. EVOLUTION DU PERIMETRE DE LA CONCESSION

Le périmètre de la concession pourra évoluer dans les conditions définies ci-après.

À tout moment le périmètre de la concession pourra être étendu à l'initiative de l'AP-HP dans la limite de 5 % du nombre de lits, sans que ne puisse s'y opposer le concessionnaire.

À tout moment, le périmètre de la concession pourra être réduit à l'initiative de l'AP-HP dans la limite de 5 % du nombre de lits initial, sans que ne puisse s'y opposer le concessionnaire.

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 21 sur 27

L'AP-HP notifie au concessionnaire la modification envisagée du périmètre par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 2 mois avant la modification effective.

Au-delà d'une variation, à la hausse ou à la baisse, de plus de 5 % du nombre de lit initial, les parties se rapprochent, au plus tard 1 mois suivant la notification de la modification, afin d'en déterminer les éventuelles conséquences.

Le cas échéant, la durée de la concession est prorogée à hauteur de la durée strictement nécessaire à l'amortissement des investissements ne pouvant être amorti dans la durée initial de la concession du fait de la modification de son périmètre.

ARTICLE 12. EVOLUTION TECHNOLOGIQUE

En cas d'évolution technologique de nature à améliorer les conditions, notamment économiques, d'exécution du service public, le concessionnaire adresse au concédant une proposition technique et financière, comportant notamment le calendrier d'exécution de la modification, son montant, son incidence sur la redevance, l'impact sur le coût d'exploitation, et maintenance des biens et sur les obligations du concédant pour chacun des trois sites concernés.

Les modifications pourront porter sur :

Les implications techniques liées au changement d'autocommutateur pendant la période d'exécution de la concession

ARTICLE 13. DISPOSITIONS RELATIVES A LA FIN DU CONTRAT

13.1 A l'issue normale de la concession :

La propriété des installations et aménagements cessibles existants à la date de l'échéance revient à l'Autorité concédante.

Le concessionnaire remet au GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité, les locaux et installations en bon état d'entretien, compte tenu d'un état normal de vétusté et selon les usages en vigueur dans la profession.

Un état des lieux et un inventaire sont établis contradictoirement entre les parties.

A l'expiration de la concession, ou dans le cas de résiliation pour une cause quelconque, la société doit enlever dans un délai maximum de 15 jours à compter de la notification qui lui est faite par l'AP-HP, son matériel et ses marchandises ou abandonner à l'hôpital, si celle-ci le préfère, et sans aucune indemnité de sa part, les aménagements, ou installations quelconques qu'elle a fait exécuter (éventuellement, en sus de l'aménagement initiale).

A défaut d'exécution de ces travaux de remise en état des lieux dans le délai ci-dessus indiqué, le GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité ferait, le cas échéant, sans autre mise en demeure procéder d'office à cette remise en état, aux frais risques et périls de la société.

ARTICLE 14. RESILIATION

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 22 sur 27

Le concédant se réserve le droit de résilier le contrat de concession de service public avant son terme normal :

- Soit en cas de faute grave commise par le concessionnaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles aux frais et risques de ce dernier (moyennant le rachat des investissements à leur valeur nette comptable) ;
- Soit pour un motif d'intérêt général, en contrepartie de l'indemnisation du concessionnaire.

14.1. Résiliation anticipée pour faute :

En cas de faute grave du concessionnaire, ou si le service n'est exécuté que partiellement, le concédant pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement la continuité du service.

La mise en régie interviendra après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, pendant huit (8) jours calendaires, sauf urgence.

Le concédant pourra alors prendre possession de l'ensemble des moyens nécessaires à l'exploitation (matériels, personnels, approvisionnements, etc.).

Il pourra également, en cas de carence grave du concessionnaire, de risque en matière d'hygiène ou à la sécurité, de mise en danger des personnes, prendre toute mesure adaptée à la situation, y compris la suppression temporaire du service public délégué.

Les conséquences financières de ces décisions seront à la charge du concessionnaire, sauf force majeure, destruction totale des ouvrages ou circonstances indépendantes de la volonté du concessionnaire, ce qu'il lui appartiendra de démontrer.

En cas de faute d'une particulière gravité (non versement du minimum garanti, interruption de service supérieur à un délai de *(en fonction de l'offre du candidat)* le concédant pourra prononcer la déchéance du concessionnaire, avec pour conséquence la résiliation du contrat aux torts et risques de celui-ci.

Cette mesure interviendra après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet pendant un délai de trente jours. Le concessionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation, à l'exception des biens de retour non-amortis.

14.2. Résiliation anticipée pour motifs d'intérêt général :

Le GHU APHP. Centre Université Paris Cité peut, pour des motifs d'intérêt du service public hospitalier, résilier la présente concession, moyennant l'observation d'un préavis de six (6) mois, notifié au concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le concessionnaire a le droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi. Dans le cadre de cette résiliation pour motif d'intérêt du service public hospitalier, le GHU APHP. Centre Université Paris Cité s'engage :

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 23 sur 27

- À indemniser, sur justificatifs, selon la méthode de l'amortissement linéaire, le préjudice résultant du retour à l'AP-HP, des biens et aménagements utiles financés par le concessionnaire. L'indemnité est fixée à la valeur nette comptable des investissements cessibles. La valeur prévisionnelle de ces investissements initiaux figure à la colonne cessible de l'annexe 2 de la présente concession ;
- À reprendre et à indemniser, selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur justificatifs, les autres équipements achetés initialement par le concessionnaire. La valeur prévisionnelle de ces équipements figure à la colonne non cessible de l'annexe 2 et l'indemnisation prendra en compte la valeur nette comptable de ces biens ;
- À verser au concessionnaire une indemnité correspondant à cinq pour cent (5%) du chiffre d'affaires année N-1 de l'exploitation de la concession pour le préjudice résultant du bénéfice manqué ;
- À rembourser au concessionnaire, sur justificatifs, les frais liés à la rupture des contrats de travail qui seraient, le cas échéants, résiliés ;

14.3. Autres cas de résiliation anticipée :

Indépendamment des dispositions précitées, la résiliation du contrat, sans indemnisation du titulaire du marché peut intervenir dans les cas suivants :

14.3-1. Redressement et liquidation judiciaires

Le titulaire doit aviser le GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité dès qu'un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire est prononcé à son égard.

Le contrat est résilié si la personne chargée de l'administration, de la cession ou de la liquidation n'utilise pas de la faculté qui lui est offerte par la loi de poursuivre l'exécution du contrat.

La résiliation prend effet à la date, soit de la décision de ladite personne de renoncer à la poursuite de l'exécution du marché, soit de l'expiration du délai fixé par la mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec avis de réception, par l'hôpital à cette personne si cette dernière n'a pas fait part de sa décision.

La résiliation peut donner lieu à des dommages-intérêts au profit du GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité

14.3-2. Force majeure

Lorsqu'en raison d'un cas de force majeure, le titulaire du marché justifie qu'il est dans l'impossibilité d'exécuter le marché, il peut en demander la résiliation au GHU AP-HP. Centre Université Paris Cité.

14.4. Remise des biens en fin de contrat :

14.4.1. Sort des biens de retour

Les infrastructures, les équipements, installations et matériels acquis ou réalisés par le concessionnaire au cours de l'exécution de la présente concession et qui sont indispensables à la poursuite de l'activité font partie du domaine public hospitalier. Il est fait obligatoirement et automatiquement retour de ses biens à l'AP-HP, sans

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 24 sur 27

surcoût, en bon état de fonctionnement et d'entretien, ces biens étant réputés avoir été la propriété de celle-ci dès le début de la concession.

Dans tous les cas de résiliation de la concession ou à expiration, les installations suivantes sont et restent la propriété des établissements :

Installations fixes

- Le réseau câblé depuis les équipements de réception et la tête de réseau jusqu'aux prises ;
- Les supports muraux, parties intégrantes du bâtiment ;
- L'autocommutateur, le système de taxation, le réseau filaire de télécommunication alimentant l'ensemble des chambres de l'Hôpital.

Installations mobiles

- Les équipements de tête de réseau pour les réseaux de communication audiovisuelles et téléphoniques ;
- Les postes de télévision équipés des systèmes permettant l'interactivité, et des télécommandes.
- Les postes téléphoniques.

Réversibilité

Tous les biens ainsi retournés à l'AP-HP doivent l'être avec l'ensemble des éléments (logiciels, notice, mode d'emploi, connectiques, ...) permettant leur utile exploitation par l'AP-HP ou toute personne habilitée à la représenter, à compter de l'échéance de la présente concession.

14.4.2. Sort des biens de reprise

Les biens de reprise sont ceux qui ont été acquis par le titulaire pour l'exploitation de la concession mais qui ne sont pas indispensables à celle-ci mais que l'AP-HP souhaiterait conserver.

La valeur des biens est fixée d'un commun accord ou à dire d'expert. Les indemnités sont estimées en fonction de l'amortissement technique, et compte tenu des frais éventuels de remise en état.

14.4.3. Sort particulier des biens propres

Les biens affectés par le concessionnaire à l'exploitation des réseaux comme les matériels de publicité (supports de documentation, etc.) ainsi que le mobilier sont des biens propres. Ces biens sont librement repris par le concessionnaire sans que l'AP-HP puisse en revendiquer l'appropriation, sauf à prévoir une indemnisation de leur valeur réelle.

14.4.4 Etat des lieux

Le concessionnaire devra laisser visiter les locaux mis à disposition quinze (15) jours au moins avant la date de libération des locaux. A cette occasion, un état des lieux des locaux sera dressé de manière contradictoire entre l'AP-HP et le concessionnaire. Cet état des lieux sera comparé à l'état des lieux initial de mise à disposition des

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 25 sur 27

locaux. L'état des lieux devra permettre une identification parfaite des biens de retour et des biens de reprise.

Le concessionnaire devra laisser tous les locaux occupés en bon état d'entretien et de réparation, l'APHP se réservant le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, soit par l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais du concessionnaire soit par le versement d'une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

L'ensemble des matériels et mobiliers nécessaires à leur fonctionnement sont et resteront la propriété du concessionnaire.

ARTICLE 15. PENALITES

Faute par le concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées, des pénalités (faisant l'objet d'un titre de recettes et ne pouvant donner lieu à déduction de la redevance) peuvent lui être infligées accompagnées s'il y a lieu, de dommages et intérêts envers les tiers intéressés ou l'autorité concédante. Les pénalités peuvent se cumuler entre elles :

- **En cas d'atteinte à la continuité du service public**, c'est-à-dire d'une interruption totale ou partielle du service non justifiée par la force majeure, et après mise en demeure adressée par le concédant dans un délai adapté à l'atteinte constatée et restée infructueuse, il pourra lui être appliqué une pénalité égale à deux cent cinquante euros (250 €) par jour de retard à rétablir le service dans les conditions permettant de ne plus constater l'atteinte ayant justifié le prononcé de la pénalité ;
- **En cas d'atteinte à la sécurité du service, de non-respect des règles d'hygiène, de sécurité**, et après mise en demeure adressée par le concédant dans un délai adapté à l'atteinte constatée et restée infructueuse, il pourra lui être appliqué une pénalité égale à deux cent cinquante euros (250 €) par jour de retard à rétablir le service dans les conditions permettant de ne plus constater l'atteinte ayant justifié le prononcé de la pénalité ;
- **En cas de non production, de production tardive ou incomplète par le concessionnaire des documents prévus à l'article 6.2 et 6.3** après mise en demeure par le concédant restée sans réponse pendant quinze jours calendaires, il sera appliqué au concessionnaire une pénalité égale à deux cents euros (200 €) par commentaire et jour de retard ;
- **En cas de retard de paiement de la redevance d'occupation du domaine public**, tout retard dans l'acquittement de l'acompte et de la régularisation de la redevance annuelle fait encourir de plein droit au titulaire une pénalité calculée par jour de retard, d'un montant égal à 2/100ème des sommes dues TTC ;
- **Tout manquement relatif aux plages horaires** où le concessionnaire s'est engagé à être présent emporte l'application d'une pénalité de cinquante (50) euros par heure de retard.
- **Tout manquement, dans les obligations commerciales** du concessionnaire

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 26 sur 27

(amabilité, accès rapide au service, mauvaise image...) consigné dans un registre des plaintes tenu par l'hôpital, donnera lieu à l'application des sanctions suivantes :

- Une mise en demeure dès la consignation de la deuxième plainte ;
- Une pénalité correspondant à l'application de la formule paramétrique suivante, et ce, dès la troisième plainte et pour chacune des plaintes suivantes : pénalité = [(Sommes versées par les patients qui ont émis des plaintes) x 10]
- Au-delà de la cinquantième plainte, la déchéance du titulaire pourra être prononcée sans préjudice des sommes dues au titre des pénalités.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

ARTICLE 16. LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient subvenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer. Toute contestation par l'une des parties relatives à l'interprétation ou à l'exécution des stipulations figurant aux présentes pourra faire l'objet d'une conciliation.

Ainsi, dans un délai de trois (3) mois à compter de la réception d'un courrier recommandé décrivant les points de désaccord et les stipulations en cause, les parties pourront convenir d'une concertation, dans un lieu convenu entre elles, et en présence de représentants dûment désignés pour les représenter.

En l'absence d'accord entre les parties, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente concession sera soumis au Tribunal administratif de Paris.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

AP-HP	Consultation n° 25-AL109CUP	CCP
CONCESSION	Dernière mise à jour du : 15-09-2025	Page 27 sur 27